



Numéro 5, janvier 2014

Editorial



Chers amis,

Avec ce cinquième numéro du Bulletin d'information des Ecoles, recevez mes meilleurs vœux pour une heureuse année! L'année écoulée a constitué une **année charnière pour le réseau des Ecoles**, avec la création de 3 nouvelles

Ecoles : dans la région du Maghreb, en

Tunisie et au Maroc, et la toute première école régionale desservant les pays de Visegrád. En effet, **la dimension régionale de nos travaux est en plein essor**, avec l'achèvement du premier cycle de l'Académie Régionale pour la Démocratie des Balkans occidentaux dont le thème était « Façonner l'avenir européen des Balkans – Construire une nouvelle culture politique et une nouvelle élite politique », ainsi que l'organisation par les Ecoles tunisienne et marocaine du premier séminaire régional du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sur le thème « Comprendre le printemps arabe et son impact ».

2013 représente par ailleurs une étape importante pour **l'Ecole d'éducation à la citoyenneté démocratique de Moscou**, qui a célébré son 20ème anniversaire. Ce fut aussi une date anniversaire pour toutes les Ecoles puisque l'Ecole de Moscou a été la première à avoir été créée. Fort tristement, tous les anniversaires ne sont hélas pas joyeux : **un an s'est écoulé depuis qu'Ilgar Mammadov**, Directeur de l'Ecole d'études politiques de Bakou, **a été emprisonné pour raisons politiques**.

En dépit de ce triste état de fait, 2014 démarre bien pour les Ecoles. **Le Comité des Ministres a en effet identifié les Ecoles d'études politiques comme une activité prioritaire** pour le Conseil de l'Europe et a augmenté le budget qui leur est alloué. Nous sommes ainsi en mesure d'offrir une contribution plus importante pour les cycles de séminaires annuels, mais également de nous rapprocher de notre but qui est de **renforcer l'implication des anciens élèves dans le réseau**. Ainsi, le premier séminaire du réseau des anciens élèves de toutes les Ecoles aura lieu à Strasbourg en juin 2014. De plus, à compter de ce numéro, le bulletin d'information comportera une rubrique « Anciens élèves » – La première de la série apparaît en page 3. Elle inclue un article de Mikhail Minakov, ancien élève de l'Ecole de Moscou (2010) et de l'Ecole ukrainienne (2006), sur les implications des événements actuels en Ukraine sur le concept de l'« Europe unie ».

Une autre priorité pour 2014 sera de développer des **activités de soutien par les pairs entre Ecoles**, en particulier entre les nouvelles Ecoles et les Ecoles bien établies. L'accord conclu en novembre entre les Ecoles bulgare et marocaine est à cet égard une initiative excitante.

Ambassadeur Piotr Świtalski

Parrainage entre Ecoles bien établies et nouvelles: les Ecoles bulgare et marocaine signent un accord de coopération



En marge du Forum mondial de la démocratie de Strasbourg (27-29 novembre 2013), **un accord de coopération stratégique** entre l'Ecole d'études politiques bulgare «Dimitry Panitza » et

l'Ecole citoyenne d'études politiques du Maroc a été signé par les deux directeurs, consolidant leurs efforts en vue de développer de nouveaux programmes et initiatives conjoints. L'Ecole bulgare **partagera ainsi son expérience en matière de mise en œuvre de programmes de formation de haute qualité** à de jeunes leaders et **stimulera l'échange d'expertise et de connaissances entre nouveaux et anciens participants des deux Ecoles**.

Ce programme fait suite au parrainage réussi entre l'Ecole bulgare et l'Ecole tunisienne, mis en place avant même que l'Ecole tunisienne soit officiellement lancée.

Les Ecoles d'études politiques adoptent l'enseignement à distance



L'évolution technologique rapide et un nombre croissant de candidats amènent les Ecoles d'études politiques à explorer l'innovation pédagogique : plusieurs

Ecoles développent désormais des outils en ligne pour leurs participants. A partir de février 2014, l'Ecole d'éducation à la citoyenneté de Moscou lance **un programme hebdomadaire i-classe proposant des séminaires en ligne**, des discussions avec d'éminents experts russes et internationaux, des groupes de travail et l'écriture d'essais. Tout au long de l'année, les participants d'i-classe discuteront du concept d'Etat moderne, de la culture politique et citoyenne, ainsi que des défis mondiaux de la démocratie. Cette initiative s'appuie sur deux années de mise en œuvre réussie d'un programme de formation à distance qui a été suivi par plus de 600 participants de 17 pays, dont certains ont ensuite rejoint la communauté des anciens élèves des Ecoles.

PLEINS FEUX SUR LE FORUM MONDIAL DE LA DEMOCRATIE

Plus de 500 participants des Ecoles ont assisté au 2ème Forum mondial de la démocratie



Photo de famille des Ecoles d'études politiques

La deuxième édition du Forum mondial de la démocratie (27-29 novembre 2013) a été l'occasion pour **près de 500 participants des Ecoles d'études politiques** d'explorer, avec de nombreuses autres personnalités internationales, des questions relatives à la participation des citoyens à l'ère du numérique. Dans le cadre du programme officiel du Forum, **une session plénière a été spécialement dédiée à la présentation du réseau des Ecoles d'études politiques** au grand public, en particulier ses activités et projets novateurs.



Session plénière sur le réseau des Ecoles

En outre, le Forum a permis aux participants des Ecoles de se retrouver dans une série de réunions organisées spécialement pour eux, afin de débattre de questions d'intérêt commun. Chacune des quatre **rencontres régionales était consacrée à un défi majeur de la démocratie propre à chacune des régions** :

- Existe-t-il un environnement propice aux droits de l'homme et à la démocratie dans les pays de l'espace post-soviétique ?
- Comment éradiquer la corruption dans les Balkans occidentaux ?
- Que faire pour lutter contre le discours de haine et le populisme dans les pays de l'UE ?
- Comment les pays d'Afrique du Nord traversent-ils la période de démocratisation suite au printemps arabe ?



Stand des Ecoles à la Foire de l'innovation démocratique

Le programme des événements spécifiques incluait également des **réunions avec des juges ou des juristes de la Cour européenne des droits de l'homme**. Des informations sur les Ecoles étaient disponibles au **stand des Ecoles à la Foire de l'innovation démocratique**. L'enthousiasme et la participation active des participants des Ecoles se sont fait sentir tout au long du Forum.

Découvrez les impressions des participants sur le Forum mondial de la démocratie

Les vidéos des entretiens sont disponibles en ligne : www.schoolsofpoliticalstudies.eu



LA PAROLE AUX "ANCIENS"



L'Europe unie en danger

Par Mikhail Minakov

Président de la Fondation pour une politique de qualité (Kiev) et Maître assistant au Département de Philosophie et de Religion à l'Université nationale ukrainienne « Académie Kiev-Mohyla ». Mikhail Minakov est l'auteur de trois ouvrages et d'une cinquantaine d'articles analytiques sur la politique, la culture, la philosophie et l'histoire. Il est un ancien élève de l'Ecole de Moscou (2010) et de l'Ecole ukrainienne (2006).

L'idée d'une Europe unie est à nouveau menacée. Le risque provient aujourd'hui du renforcement des autoritarismes post-soviétiques et des liens d'amitié qu'ils tissent avec des partis ultra-conservateurs dans des pays membres de l'UE.

Les sociétés fragmentées et les oligarchies autodestructrices issues de l'ex-Union soviétique ont fourni un environnement propice au développement d'un corporatisme d'Etat avec des dirigeants autoritaires. Les ressources de l'Est s'unissent aujourd'hui pour créer une alternative ultra-conservatrice à une Europe moderne et fondée sur l'état de droit. Cette tendance représente une menace pour l'ensemble de l'espace européen : tant pour les nouvelles nations d'Europe de l'est que pour les démocraties plus anciennement établies.

Avec la chute des régimes communistes d'Europe centrale et orientale, l'idée d'une Europe unie de Dublin à Vladivostok a une chance de devenir réalité. La modernisation post-communiste a néanmoins engendré des résultats ambivalents. D'une part, l'importante mutation de 1989-1991 a fourni aux pays de l'ancien bloc de l'est l'occasion de consolider leur Etat sur la base de libertés politiques et économiques. D'autre part, en l'absence d'institutions démocratiques efficaces, ces libertés ont donné lieu à des abus de la part des ennemis de la démocratie.

Pendant longtemps, les ennemis de la démocratie n'ont pas été perçus comme une réelle menace pour les orientations générales de l'évolution du projet européen. Dans les années 1990, les pays d'Europe centrale et les pays baltes ont accompli un grand pas en avant vers la démocratie institutionnalisée. Au début des années 2000, les nations des Balkans ont commencé à être confrontées à des régimes nationalistes. Les "révolutions colorées" post-soviétiques ont apporté un espoir de démocratie en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan, ainsi que chez leurs voisins. Il a même semblé que la démocratisation de la Grande Europe ne pourrait pas être arrêtée.

Mais avec les crises économiques mondiales de 2008, les nouvelles démocraties de l'est se sont avérées trop vulnérables aux réactions antidémocratiques. Les régimes autoritaires ont fini par avoir raison des tendances régionales vers la démocratisation. Les révolutions colorées, quant à elles, ont échoué, leurs leaders ayant mis fin à leur engagement dans leur parti politique.

Les gagnants ont tombé leurs masques démocratiques et leur rhétorique de modernisation et ont présenté un nouveau programme d'idéologie néo-traditionaliste surfant sur l'intolérance, le collectivisme et le cléricalisme.

Dans le même temps, en Europe occidentale, la crise a également favorisé le conservatisme radical. Cette tendance comporte une propagande anti-Européenne moins ouverte, mais est néanmoins plus ouverte aux valeurs du Kremlin et de ses alliés.

En temps de crise socio-économique, le conservatisme est une réponse naturelle et légitime aux questions sociales et économiques difficiles. D'une certaine façon, cela permet de rétablir les équilibres dans les sociétés confrontées à des mutations rapides. Dans la compétition dialectique et la coopération avec le libéralisme et la sociale démocratie, le conservatisme est un élément nécessaire du système politique contemporain.

Cependant, l'Europe ultra-conservatrice se pose également en concurrente du conservatisme. Elle est fondée sur des valeurs qui célèbrent la tradition mais qui servent d'alibi à la violation des droits de l'homme, au mépris de la tolérance, et des institutions démocratiques. En érigeant la "tradition locale" en idéologie du pouvoir autoritaire, les ultra-conservateurs revendiquent la supériorité de la tradition sur les droits individuels et proposent des idéologies prônant la "démocratie souveraine".

L'Europe orientale est aujourd'hui un laboratoire pour les régimes ultra-conservateurs. Ces régimes partagent les mêmes modèles de structure institutionnelle de la politique et de l'économie. Testé au Belarus et au Turkménistan, le modèle de "pouvoir vertical" est parvenu à passer outre à la séparation des pouvoirs et a établi un pouvoir autoritaire incontesté. Le "pouvoir vertical" fusionne les systèmes législatif et judiciaire avec le pouvoir exécutif et soumet l'auto gouvernance locale au gouvernement central.

La concentration du contrôle sur l'accès aux ressources principales d'une part est possible si les organisations de la société civile et le secteur privé sont réduits au silence. Les régimes ultra-conservateurs monopolisent le contrôle sur les sources de financement des

organisations civiles et des mass médias. Dans le même temps, les acteurs principaux du secteur privé sont contrôlés et les sources de soutien sont interdites. Après quoi, les régimes organisent des élections qui sont des rituels théâtralisés d'autolégitimation ; les tribunaux font preuve d'une obéissance permanente et les parlements entérinent sans discussion les décrets gouvernementaux.

Ces régimes politiques vont de pair avec une détérioration du marché libre et du pluralisme de la vie économique. Peu à peu, les petites et moyennes entreprises sont marginalisées alors que les entreprises d'Etat prennent le contrôle de la plupart des ressources nationales.

De manière générale, les régimes ultra-conservateurs promeuvent la "dé-modernisation" de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Ce modèle de "dé-modernisation" est mis en œuvre avec succès en Russie, au Kazakhstan, en Arménie et en Azerbaïdjan.

Le succès de ce modèle résulte de la coopération et du soutien mutuel entre régimes. Les projets post-soviétiques d'intégration ont été inefficaces sur tous les plans sauf sur un point : les élites au pouvoir ont toujours été capables de trouver des possibilités de renforcer mutuellement leurs pouvoirs respectifs. C'est particulièrement clair en Ukraine, où le soutien financier de la Russie au régime de Yanukovich a permis l'émergence des institutions anti-démocratiques les plus efficaces.

La situation actuelle en Ukraine fournit à l'Europe unie l'occasion de réajuster le développement régional et d'affaiblir l'approche ultra-conservatrice. Les millions de manifestants ukrainiens ont besoin du soutien des voisins proches et éloignés pour inverser l'impulsion anti-démocratique et rendre l'idée européenne plus forte et plus efficace dans sa promotion des droits et des libertés.

Le danger est déjà là, dans notre Maison européenne. Les forces démocratiques doivent prendre le risque de travailler de concert pour réunir l'Europe, pour en faire une région plus intégrée et plus démocratique.



NOUVELLES PUBLICATIONS

Le rapport du séminaire régional des pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord présente une analyse pertinente de la région

Le rapport analytique « Comprendre le printemps arabe et son impact », rédigé par Matthieu Cimino, Sciences Po Paris, présente les principaux thèmes abordés lors du séminaire régional des pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, organisé en novembre 2013 par l’Ecole politique de Tunis en coopération avec l’Ecole marocaine. Il fournit une analyse approfondie des tendances politiques dans la région, de l’évolution des processus constitutionnels ainsi que de la situation des droits et des libertés fondamentales. Ce séminaire a été organisé avec le soutien du Programme Sud du Conseil de l’Europe et de l’Union européenne. Le rapport est disponible en ligne à l’adresse suivante: www.schoolsofpoliticalstudies.eu.

Publications récentes des Ecoles :

« La participation des femmes dans la vie publique et politique dans la République d’Arménie »

Ce rapport national, produit par l’Ecole d’Erevan, analyse les motivations et les obstacles faisant barrage à la participation des femmes dans la vie publique et politique et évalue la perception publique du rôle des femmes dans la gouvernance.

« Réflexion sur les politiques nationales de l’efficacité énergétique au niveau local »

Publié par l’Institut d’études politiques de Pristina, le rapport fournit une analyse par M. Naser Sahiti, Professeur agrégé à l’Université de Pristina, des stratégies pour l’efficacité énergétique des institutions locales et internationales.

Documents de réflexion (‘Open Thoughts Papers’) de la DPP (sélection):

Articles disponibles en langue anglaise uniquement

- Les défis mondiaux et leur impact sur les droits de l’homme, décembre 2013
- Le Conseil de l’Europe et la coopération avec la société civile, novembre 2013
- Le chemin du Kosovo* vers le Conseil de Europe, octobre 2013
- Le Conseil de de l’Europe : il est temps de réformer, mai 2013
- La Fédération de Russie et le Conseil de l’Europe, février 2013

CONTACTS

DIRECTION DE LA PLANIFICATION POLITIQUE

Ambassadeur Piotr Świtalski

Directeur
piotr.switalski(at)coe.int
+33 (0) 3 88 41 30 95

Michael R Emmert

Adjoint au Directeur
michael.remmert(at)coe.int
+33 (0) 3 88 41 34 05

Ruth Goodwin

Chargée de projet
ruth.goodwin(at)coe.int
+33 (0) 3 88 41 34 96

Suzette Saint-Marc

Assistante de projet
suzette.saint-marc(at)coe.int
+33 (0) 3 88 41 28 67

ASSOCIATION EUROPEENNE DES ECOLES D’ETUDES POLITIQUES

Jack Hanning

Secrétaire général
jack.hanning(at)gmail.com
+33 (0) 6 75 79 73 27

Yuliya Kochneva

Chargée de mission
yuliya.kochneva(at)coe.int
+33 (0) 3 88 41 21 89

www.schoolsofpoliticalstudies.eu

A PROPOS DES ECOLES D’ETUDES POLITIQUES

Les Ecoles d’études politiques du Conseil de l’Europe forment les futures générations de responsables dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental dans les pays en transition. Elles organisent des séminaires et des conférences sur la démocratie, les droits de l’homme et l’état de droit. La première Ecole a été créée en 1992 à Moscou par des militants de la société civile. Depuis, 18 autres ont ouvert leurs portes. Le réseau des Ecoles couvre aujourd’hui l’ensemble de l’Europe de l’Est, du Sud-Est, des pays u groupe de Visegrád, du Caucase et de la région du sud de la Méditerranée.

Les 19 Ecoles sont implantées dans les pays suivants (par ordre de création) : Fédération de Russie ; Géorgie ; Bulgarie ; « l’ex-République yougoslave de Macédoine » ; Bosnie-Herzégovine ; Moldova ; Kosovo* ; Serbie ; Roumanie ; Croatie ; Arménie ; Ukraine ; Azerbaïdjan ; Albanie ; Monténégro ; Bélarus ; Tunisie ; Maroc et les pays du groupe de Visegrade. [*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu’il s’agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.]

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet des Ecoles d’études politiques](http://www.schoolsofpoliticalstudies.eu).